

© shutterstock

DE LA CONTRIBUTION PROGRESSISTE À L'INVENTION DE L'UNION EUROPÉENNE

par
Maria João Rodrigues



En dépit d'une série de crises, l'Union Européenne (UE) reste l'exemple le plus avancé de coopération supranationale dans l'histoire de l'humanité. Sa survie est-elle possible dans un monde caractérisé par des luttes entre grandes puissances et des forces nationalistes tentant leur retour?

C'est ce qui est en jeu pour les années à venir et c'est pourquoi le rendez-vous électoral Européen de mai revêt une telle importance, ce d'autant plus qu'il s'inscrit dans la foulée d'autres élections aux enjeux continentaux au Brésil et aux Etats Unis. Dans la continuité historique de la construction européenne, les socialistes européens, les sociaux démocrates et les progressistes devraient de nouveaux être appelés à jouer un rôle central. Ce qui est nouveau, cette fois, c'est que leur destin politique sera également en jeu ; ils ne seront en effet plus en mesure de mettre en œuvre leur agenda national, à moins qu'ils ne parviennent à changer le cadre européen.

Cette lettre vise à partager, dans une perspective historique, quelques éléments de réflexion sur l'orientation à donner à chacune des batailles clef dans lesquelles socialistes, sociaux-démocrates et progressistes se sont engagés au cours des dernières décennies en matière d'intégration européenne.

1) Modérer le marché unique européen au moyen de normes sociales fortes et de politiques publiques de cohésion a été l'une de ces batailles clef. Dans les années 1980 et 1990, la Commission Delors a su combiner l'engouement pour le marché unique européen avec un ensemble complet de directives sociales, un dialogue social et un budget communautaire capable de renforcer la cohésion sociale et territoriale. Cela s'est avéré décisif pour soutenir les efforts de rattrapage déployés par les nombreux États membres qui ont rejoint l'UE suite aux vagues d'élargissement qui ont suivi. C'est la contribution du socle social européen. La prochaine étape devrait maintenant consister à lutter contre les inégalités sociales en transformant ces nouvelles normes sociales en nouvelles lois européennes, en politiques économiques et sociales ainsi qu'en moyens financiers.

2) La deuxième grande bataille a été celle de la gouvernance économique ; une bataille dans laquelle les socialistes, les sociaux-démocrates et les progressistes ont été confrontés à bien d'autres difficultés et défaites. La création de l'Union économique et monétaire (UEM) s'est faite de manière très déséquilibrée : sans union bancaire ni budgétaire. Elle a été suivie par l'adoption d'un Pacte de stabilité et de croissance (PSC) fondé sur un parti pris libéral favorisant l'austérité et le sous investissement : un PSC que les progressistes n'ont pu corriger faute d'arguments et de résistance. En négligeant la nécessité de réguler le système financier, l'Europe a été durement touchée par la crise financière de 2008. Cette dernière a également révélé les faiblesses de l'UEM, créant un puissant moteur de divergences économiques, sociales et politiques au cœur même du processus d'intégration européenne. L'étape suivante devrait consister à renforcer la réglementation du système financier et à compléter l'architecture de l'UEM au moyen d'une union bancaire et d'une capacité fiscale, condition préalable au rééquilibrage de l'intégration européenne. Le rôle du SPD dans cette entreprise est particulièrement important.

3) La troisième bataille clef a eu des résultats positifs, mais il s'agit d'une bataille sans fin. Comment concevoir une stratégie

européenne pour la croissance, l'emploi et la cohésion sociale qui puisse tirer le meilleur parti de la transition énergétique et de la révolution numérique? La première tentative de définition d'une telle stratégie a de nouveau été confiée à Delors, mais c'est avec le Premier ministre Antonio Guterres et dix Premiers Ministres socialistes que celle-ci a été définie et adoptée avec succès par l'UE au Conseil européen de Lisbonne. Elle devait influer sur les politiques économiques et sociales de tous les États membres, ce y compris celles des 12 nouveaux États membres ayant adhéré à l'UE avant la crise financière de 2008. Les conservateurs ont utilisé cette crise pour imposer une austérité aveugle – que les socialistes et les sociaux-démocrates n'ont pas pu éviter en raison de forts mouvements spéculatifs visant les dettes souveraines. Plus récemment, les socialistes et les sociaux-démocrates ont commencé à surmonter cette austérité aveugle avec le Portugal du PM Antonio Costa et Udo Bullmann qui ont plaidé au Parlement européen en faveur d'un nouveau plan d'investissement européen.

La nouvelle bataille devrait désormais consister à amplifier ce plan afin de construire une économie sobre en carbone et une société où l'innovation numérique améliore la qualité de vie de tous les citoyens européens. Financer cela semble difficile sans une refonte majeure du système de taxation en exploitant les nouvelles sources de bénéfices (financières, numériques, pollution) pour financer non seulement les infrastructures, mais également un nouveau type de systèmes d'éducation et de protection sociale à même de soutenir tous ceux qui s'orientent vers à de nouveaux types d'emplois. En outre, la transformation numérique nécessite une refonte majeure de l'approche progressiste: l'Internet des objets, la nouvelle informatique dématérialisée et l'Intelligence Artificielle peuvent apporter le progrès, mais il est nécessaire de définir des réglementations appropriées pour éviter un cauchemar de type « Big Brother ».

> *Pour les socialistes, les sociaux-démocrates et les progressistes, faire de l'UE un acteur clé de la gouvernance internationale était l'objectif du quatrième volet de l'intégration européenne.*

4) Pour les socialistes, les sociaux-démocrates et les progressistes, faire de l'UE un acteur clé de la gouvernance internationale était l'objectif du quatrième volet de l'intégration européenne. Pour ce faire, ils ont pu compter sur d'importants instruments de l'Union européenne : les membres de cette famille politique – Javier Solana, Catherine Ashton et Federica Mogherini – ont en effet successivement occupé le poste de haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Les deux dernières ont été chargées de mettre en œuvre le potentiel du traité de Lisbonne: la première a mis en place le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) la seconde a développé la capacité de défense européenne. Une première stratégie globale de l'UE a été élaborée avec Javier Solana au lendemain de la guerre en Irak, suivie d'une seconde, à l'époque d'Obama, avec Mogherini : avant la présidence de Trump aux Etats-Unis donc. L'Accord de Paris sur le climat a été une réalisation majeure préparée en détail par Ségolène Royal. Depuis lors, et ce malgré le maintien de Guterres à la barre des Nations Unies, défendre la mise à jour du système multilatéral pour la paix, la coopération et le développement durable est devenu plus difficile.

Le prochain combat portera sur l'utilisation du poids politique de l'UE dans le système multilatéral et dans les relations bilatérales de l'UE – tant en matière commerciale que dans le cadre de partenariats plus globaux ; ceci afin de constituer une coalition internationale ayant pour objectif de protéger le multilatéralisme et de répondre aux nouveaux défis mondiaux tels que les changements climatiques, la pauvreté, la finance, la transformation numérique et la démocratie. L'UE doit s'affirmer comme une entité politique à part entière ; elle est bien plus qu'un grand marché. Cette souveraineté européenne était clairement énoncée dans la Déclaration de Rome de 2017 parrainée par le Premier Ministre italien Paolo Gentiloni.

5) Qui aurait pu penser que les principaux défis auxquels l'UE fait actuellement face en matière d'intégration proviendraient du voisinage et de l'intérieur même de l'UE? C'est pourtant ce qui s'est passé lorsque des conflits militaires majeurs, conjugués à la détresse sociale au Moyen-Orient et en Afrique, ont provoqué des flux importants de demandeurs d'asile. La première réaction de la plupart des citoyens européens a été de les recevoir et de les protéger; mais, dans de nombreux États membres, des réactions xénophobes ont suivi, régénérant des mouvements autoritaires, nationalistes et anti-européens qui se développaient déjà pour d'autres raisons telles que le chômage et la précarité sociale.

Après quelques désaccords et hésitations, les socialistes, les sociaux-démocrates et les progressistes ont proposé comme cadre au prochain combat une approche globale de gestion ordonnée des migrations fondée sur des valeurs: régime d'asile européen, frontières européennes, partenariats renforcés avec le voisinage et couloirs de migration légale.

6) La confrontation des positions sur la migration et la protection des demandeurs d'asile a été amplifiée par les nationalistes autoritaires de plusieurs États membres, ceci afin de dissimuler

une confrontation plus fondamentale des positions sur les normes démocratiques et la protection des droits civiques des citoyens européens. Cela est en train de se transformer en un affrontement majeur sur la démocratie à tous les niveaux de l'Union européenne. Pour les nationalistes, l'Union européenne affaiblit la gouvernance démocratique; pour les progressistes européens, le niveau européen est indispensable pour approfondir la gouvernance démocratique. C'est notre sixième bataille, où Jo Leinen et Mercedes Bresso ont excellé avec des propositions novatrices.

Le prochain combat devrait viser à approfondir la démocratie à tous les niveaux et à veiller à ce que l'UE dispose des moyens nécessaires pour garantir le respect des normes démocratiques dans tous les États membres tout en renforçant le contenu de la citoyenneté européenne et en s'inscrivant dans la continuité des Présidences Baron, Borrell et Schulz du Parlement européen. Nous faisons par ailleurs face à un nouveau défi: des manipulations dans le cyberespace pourraient perturber l'exercice des droits politiques démocratiques. Nous devons en avoir pleine conscience pour mieux y faire face.



> AUTEUR
Maria João Rodrigues est présidente de la FEPS, la Fondation Européenne d'Etudes Progressistes.

NOUS DEVONS SAUVER L'EUROPE !

par Gesine Schwan, Udo Bullmann et Reiner Hoffmann

Pour savoir si l'UE demeurera une institution démocratique à l'issue des élections au Parlement européen en mai 2019, il faudra attendre de voir qui remportera la majorité. La droite populiste est déterminée à exploiter le problème des réfugiés – sans solution depuis des années – pour établir une Europe illibérale. Il est tout à fait possible qu'elle y parvienne si nous continuons de reporter à plus tard les problèmes irrésolus de l'UE. Il est plus qu'urgent de prendre des décisions durables pour l'Europe !
Il y a trois approches principales face à la crise manifestement profonde que traverse l'Europe. Certains électeurs sont favorables à l'UE et souhaitent maintenir le statu quo. D'autres voient la crise comme le résultat d'une intégration excessive, qu'ils perçoivent comme un obstacle à une « démocratie illibérale » ou à la protection qu'offre l'État-providence. À droite comme à gauche du spectre politique, d'aucuns se disent en faveur de la résurgence de l'État nation.

Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



> AUTEUR
Gesine Schwan est professeur de sc. politiques et présidente de l'Université européenne Viadrina à Francfort. En 2004 et 2009, elle a été la candidate du SPD aux élections présidentielles en Allemagne.



> AUTEUR
Udo Bullmann est le président du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen.



> AUTEUR
Reiner Hoffmann est le président de la Confédération des syndicats allemands (DGB).